

DELIBERATION DU CONSEIL

Séance du (date)

Nombre de conseillers :

En exercice :

Quorum :

Présents :

(dont ... procurations)

L'an deux mille vingt-trois le(date) à(heure), le Conseil Municipal / Communautaire des'est réuni en assemblée délibérante, à (lieu), sur la convocation et la présidence de....., (fonction).

Date de la convocation :

Étaient présents :

M. .

Lieu :

Domaine :

- Conseillers, formant la majorité des membres en exercice.

Sous domaine :

Étaient absents excusés :

Objet :

Procurations :

Faute de suppléant disponible, M... donne procuration à M...

**CHARTRE
D'ENGAGEMENT
DES EMPLOYEURS
PUBLICS
LOZERIENS
CDG 48**

Étaient absents :

Secrétaire de séance :

est désigné secrétaire de séance conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

**Rendu exécutoire :
Reçu en Sous-
préfecture/Préfecture
le :**

Publié ou notifié le :

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION : CHARTE D'ENGAGEMENT DES EMPLOYEURS
PUBLICS LOZERIENS – CDG 48

Le Conseil

VU le Code général de la fonction publique, notamment son article L452-35,

VU la délibération du Conseil d'Administration N°2022_063 du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Lozère (CDG 48) du 30 septembre 2022, portant sur la charte d'engagement des employeurs publics lozériens,

Monsieur le Maire/Président donne lecture de la charte proposée par le CDG 48.

SUR PROPOSITION du Maire/Président en son exposé,

APRÈS en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité des membres présents

ou

à voix pour

à voix contre

à abstention(s)

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

D'APPROUVER la charte d'engagement des employeurs publics lozériens du CDG 48 telle que présentée par le Monsieur le Maire / Président,

ARTICLE 2 :

D'AUTORISER Monsieur le Maire/Président à signer la charte (*ci-annexée*) avec le CDG 48,

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an ci-dessus et ont, les membres présents, signé au registre.

Le Maire/Président certifie
sous sa responsabilité le
caractère exécutoire de cet
acte, informe que la présente
délibération peut faire l'objet
d'un recours pour excès de
pouvoir devant le Tribunal
Administratif de Nîmes dans
un délai de deux mois à
compter de sa transmission
au représentant de l'Etat.
Délibération certifiée
Exécutoire le
Transmis au représentant de
l'Etat le
Publié le

Fait à....., le.....
Pour extrait certifié conforme,
Le Maire/Président
Nom/prénom et qualité du signataire